CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

2^e Législature1^{re} SESSION ORDINAIRE DE 1965-1966COMPTE RENDU INTEGRAL — 64^e SEANCE2^e Séance du Vendredi 19 Novembre 1965.

SOMMAIRE

1. — V^e Plan. — Communication de M. le Premier ministre (p. 4782).
 2. — Questions orales sans débat (p. 4782).

Arrestations de citoyens français en Algérie (question de M. Odru) : MM. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des affaires algériennes ; Odru.

Situation des ouvrières du Pas-de-Calais (question de Mme Prin) : M. Grandval, ministre du travail ; Mme Prin.

Annonces anonymes d'offres d'emploi (question de M. Mer) : MM. le ministre du travail, Mer.

Fonds national de l'emploi (question de M. Cassagne) : MM. le ministre du travail, Cassagne.

Allocation de logement (question de M. Beauguitte) : MM. le ministre du travail, Beauguitte.

3. — Ordre du jour (p. 4789).

PRESIDENCE DE M. JEAN CHAMANT,
 vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

V^e PLAN

Communication de M. le Premier ministre.

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante :

« Paris, le 19 novembre 1965.

« Monsieur le président,

« J'ai été informé que la commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social.

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement demande à l'Assemblée nationale de procéder dans sa séance du 19 novembre 1965, en application de l'article 45, alinéa 4, de la Constitution, à une nouvelle lecture du texte que je vous ai transmis le 18 novembre 1965.

« Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« Signé : Georges POMPIDOU. »

Acte est donné de cette communication.

— 2 —

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

M. le président. L'ordre du jour appelle cinq questions orales sans débat.

ARRESTATIONS DE CITOYENS FRANÇAIS EN ALGERIE

M. le président. M. Odru rappelle à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des affaires algériennes, les conditions arbitraires dans lesquelles ont lieu, en Algérie, des arrestations de nombreux citoyens français. Ils ne sont pas déférés à la justice, ils sont maintenus au secret et mis dans la complète impossibilité de communiquer avec leurs familles et leurs avocats. Plusieurs d'entre eux ont été victimes de sévices graves. Ces arrestations provoquent l'anxiété des familles laissées sans nouvelles et une profonde émotion dans les milieux les plus divers du peuple français. Elles portent atteinte à l'amitié entre les peuples algérien et français. Il lui demande quelles démarches ont été faites par le Gouvernement français auprès du Gouvernement algérien, quelles nouvelles démarches il envisage d'entreprendre pour que tous apaisements soient donnés sur le sort des emprisonnés, pour que les familles et les avocats puissent entrer en relation avec eux et pour que soit garantie la sécurité des ressortissants français en Algérie.

La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des affaires algériennes.

M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des affaires algériennes. C'est un fait que depuis sa naissance l'Etat algérien a admis ou supporté sur son territoire l'existence de polices spéciales, parallèles, voire particulières, et dont la conduite à l'égard de nos ressortissants a souvent pris un caractère franchement inadmissible.

Depuis 1962, l'une de mes croix a été, en effet, l'effort continu et inlassable que je n'ai cessé de déployer en faveur de nos compatriotes détenus.

Ceux-ci étaient nombreux dans les débuts et le gouvernement du président Ben Bella, en dépit d'une bonne volonté que je crois sincère, était en fait impuissant à réfréner utilement l'action arbitraire de ces nombreuses polices.

Nous ne pouvions dès lors agir que dossier par dossier.

A cette époque, il ne s'est pas écoulé de semaine que l'ambassade ou moi-même n'intervenions ou même n'exercions certaines pressions au bénéfice d'un ou de plusieurs Français emprisonnés.

A la longue, l'effort portait ses fruits. Je puis même dire que je n'ai pas fait jusqu'ici un seul voyage à Alger depuis trois ans sans avoir exigé et obtenu à cette occasion la libération d'un certain nombre de Français.

Les choses ont été encore difficiles et scabreuses en 1964. Cependant, l'Etat algérien commençait à se soucier du problème de ces polices et de l'attitude générale à tenir à l'égard des ressortissants français.

Notre pression, d'ailleurs, ne se démentait pas, et certaines négociations d'Etat n'ont abouti que sous la condition *sine qua non* d'une modification profonde du comportement des polices algériennes.

A la fin de cette année 1964, nous avons pu obtenir la mise en liberté provisoire de quelque 60 Français dans les douze derniers mois ainsi qu'une normalisation quasi générale des délais de garde à vue. Et si, de temps à autre, les procédés de la police algérienne se révélaient anormalement brutaux, les plaintes pour mauvais traitements graves, pour sévices, avaient largement diminué.

Le nombre total des Français détenus dans les prisons algériennes en 1965, y compris les détenus de droit commun, a oscillé autour d'une quarantaine de personnes.

Ce chiffre aurait été, en fait, beaucoup plus faible si n'étaient survenues deux affaires que les Algériens ont considérées comme graves.

La première est survenue au mois d'avril 1965, à Bougie. Il s'agissait, semblait-il, d'une filière de fraude à la législation des transferts, doublée sans doute de la mythomanie d'un agent subalterne algérien.

Il est de fait, cependant, que beaucoup de Français en Algérie ne se rendent pas toujours compte que frauder le fisc dans un pays socialiste est un délit beaucoup plus grave qu'ailleurs, encore qu'il soit délictueux de frauder le fisc en France.

Toujours est-il que vingt-six arrestations ont eu lieu. A la suite de nos efforts, vingt-cinq d'entre elles ont été suspendues et il ne demeure plus qu'un seul Français condamné à un an de prison.

Avec l'arrivée au pouvoir du colonel Boumedienne, la mise en ordre des procédés policiers et des organismes parallèles a certainement progressé, sans que l'on puisse encore dire que les abus locaux aient vraiment cessé.

Cependant, une seconde et fort malheureuse affaire a surgi. Un certain nombre de Français, dont beaucoup avaient demandé ou acquis la nationalité algérienne, ont tenté de jouer un rôle dans les événements survenus à Alger au mois de juin dernier, et ont été accusés de collusion avec une organisation vouée au soutien de Ben Bella. Les uns ont hébergé des Algériens poursuivis, les autres ont participé au travail d'une imprimerie clandestine, d'autres enfin ont aidé à la diffusion des tracts. Nous ignorons ce qu'il peut y avoir de rigoureusement exact dans ces accusations.

Néanmoins, trente-six personnes européennes ont, à ce titre, été arrêtées au mois de septembre dernier.

Bien que, là encore, les faits aient été largement répréhensibles, j'ai plaidé auprès du gouvernement algérien pour qu'il soit tenu compte du contexte politique réel en Algérie, en montrant que l'intérêt des deux Etats était, sinon de minimiser l'affaire, du moins de la traiter dans la perspective générale d'amélioration des rapports franco-algériens.

Ces efforts, dont je puis donner à M. Odru l'assurance qu'ils ont été pressants, ont abouti jusqu'à présent à dix-sept libérations.

Il reste donc dix-neuf personnes encore en état d'arrestation. La tâche est ici plus difficile pour moi. D'abord, il s'agit de ceux sur lesquels pèsent les accusations les plus précises. Ensuite, sur ces dix-neuf inculpés, quatorze ont acquis ou sollicité la nationalité algérienne et le quinzième est un déserteur de l'armée française.

Il n'en demeure pas moins que je continue mes démarches qui portent tant sur les procédés, encore excessifs, de la police ou l'interdiction de contacts avec les avocats, que sur le maintien et les conditions de certains interrogatoires.

En dehors de ces démarches continues qui ont été prescrites à l'ambassade, je viens d'écrire personnellement au ministre algérien de la justice au sujet de certains faits qui m'ont été signalés par plusieurs parlementaires et notamment par vous-même.

Il y a évidemment, dans tout cela, les séquelles de ces années cruelles que la France et l'Algérie veulent oublier. Mais il n'en demeure pas moins que le devoir impérieux des deux gouvernements est de veiller à ce que de bas instincts ou des sentiments de haine ou de racisme ne se manifestent pas aux échelons d'exécution, et à ce que, enfin, des procédés déshonorants pour l'homme soient à jamais abolis.

Soyez certains que, pour ma part, je n'aurai de cesse avant que ce but ne soit atteint. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. Odru.

M. Louis Odru. Monsieur le président, mesdames, messieurs, d'avoir, en son temps, comme l'ont fait les parlementaires communistes dès novembre 1954, réclamer pour le peuple algérien la reconnaissance de son droit à l'indépendance et d'avoir, aux heures les plus sombres de la guerre, dénoncé les tortures

infligées aux emprisonnés algériens ne donne pas, pour autant, le privilège de s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Algérie.

Mais cela ne saurait, non plus, nous enlever le droit de dire notre pensée quand les droits de l'homme sont bafoués et quand se déroulent des faits qui compromettent gravement l'amitié franco-algérienne à laquelle nous sommes passionnément attachés.

A l'occasion et à la suite des événements du 19 juin 1965, des centaines de personnes ont été arrêtées en Algérie, gardées au secret, mises, pendant de longues semaines, dans l'impossibilité de communiquer avec leurs familles et leur avocats, et nombre d'entre elles ont été victimes des plus graves sévices.

Parmi ces personnes ainsi détenues se trouvent, vous le savez, d'éminentes personnalités algériennes, comme le Président de la République, M. Ben Bella, le président de l'Assemblée nationale algérienne, M. Hadj ben Allah, deux anciens ministres, des dirigeants du F. L. N. comme MM. Zahouane et Harbi, le dirigeant communiste Bachir Hadj Ali, le syndicaliste Lakdar Kaïdi et bien d'autres encore.

Il y a eu également de nombreux Français arrêtés, des coopérants et parmi eux des militaires, des Français venus en Algérie à titre personnel, comme volontaires, pour participer à la restauration d'un pays dévasté par la guerre, et enfin des Algériens d'origine française dont certains ont la double nationalité.

Pendant les longues semaines où régna le secret le plus total sur le sort de ces emprisonnés, des avocats français ont multiplié les démarches pour entrer en relation avec les détenus, avec le Président Ben Bella en particulier, allant jusqu'à proposer aux autorités algériennes d'être conduits dans n'importe quelles conditions, les yeux bandés pendant le trajet, aux abords des lieux de détention pour voir ensuite les emprisonnés de loin, sans leur parler et pouvoir enfin rassurer les familles angoissées. Même cela fut refusé.

Depuis, une situation nouvelle s'est créée. Si l'incertitude continue de régner sur le sort du plus grand nombre d'arrêtés, treize Français ont été libérés, conduits jusqu'au bateau et expulsés.

Contrairement à ce qu'affirmait le journal *El Moujahid* lors de leur arrestation, aucun chef d'inculpation n'a pu être relevé contre eux. Leur libération, au contraire, prouve qu'une machination politico-juridique fut montée contre eux et contre les patriotes algériens arrêtés en même temps qu'eux par le nouveau pouvoir algérien.

Ces Français innocents, au cours d'une récente conférence de presse tenue à Paris, ont indiqué les conditions arbitraires de leur arrestation et de leur détention, ainsi que les tortures — supplices de la baignoire, de l'électricité, ingurgitation forcée d'eau — dont certains d'entre eux ont été victimes.

Mais il reste encore des Français détenus en Algérie. Comme l'a annoncé la presse, quarante-sept personnes, après de longues semaines de secret, viennent ces jours derniers d'être déférées à la justice. Parmi elles se trouvent des Algériens arrêtés pour la seule raison d'avoir été des collaborateurs du journal *Alger républicain*. Il y a une dizaine de personnes d'origine française, parmi lesquelles des emprisonnés, des condamnés à mort et des torturés du temps de Vichy comme Mme Gilberte Taleb, MM. Paul Caballero et Jacque Salort, enfin deux Français, le dentiste Henri Vial et le docteur Jean Marrot.

Le docteur Jean Marrot est une personnalité marseillaise très connue. A la libération de la France, le résistant Marrot fut nommé directeur de l'assistance publique à Marseille. Il est le fondateur directeur de la clinique « La Feuilleraie », à Marseille, clinique de l'union départementale mutualiste de la C. G. T. qui groupe cent mille adhérents.

Dès la signature des accords d'Evian, alors que trop de médecins abandonnaient l'Algérie, il quitte sa clinique pour apporter sa contribution à l'action sanitaire dans la Casbah d'Alger où il dispense la médecine gratuitement.

Lors de son arrestation par les services du colonel Boumedienne, il était directeur technique de l'hôpital Mustapha d'Alger. Et voici le drame vécu par le détenu Jean Marrot : dès son arrestation, le 20 septembre 1965, à deux heures trente du matin, il est brièvement interrogé et conduit dans une salle où on lui ordonne de se déshabiller complètement. Puis on le fait asseoir à terre, genoux au menton, talons aux fesses. On lui lie étroitement les poignets et les chevilles avec une cordelette. On glisse alors un gros bâton entre les plis des bras qui sont en dehors des jambes et le creux des genoux. Il est ainsi totalement immobilisé, en chien de fusil, autour de cet axe de bois.

Deux hommes saisissent les extrémités du bâton et les posent sur le bord d'une baignoire remplie d'eau. Dans cette position, le docteur Marrot est en équilibre dans l'eau qui couvre sa nuque et son cou, le visage restant hors de l'eau. Mais il suffit d'appuyer légèrement sur le visage ou de tirer sur les pieds

pour que la tête disparaisse entièrement sous l'eau. Il est ainsi immergé jusqu'à la limite de l'asphyxie une quinzaine de fois.

On lui applique ensuite des électrodes constituées par une douille de lampe dont on a dévissé le manchon et conservé les baïonnettes sur différentes parties du corps : bras, visage, cuisses, fesses, pieds, région anale, testicules. A chaque application, il reçoit une secousse électrique d'une extrême violence qui entraîne une contraction musculaire intense et un hurlement dû à la fois à la douleur et à la contraction des muscles respiratoires. Il reçoit ainsi une vingtaine de secousses dont il porte encore les traces.

Les tortionnaires reprennent le supplice de la baignoire. Ils mettent devant sa bouche et son nez une manche d'arrosage d'environ dix centimètres de diamètre coulant à plein, mais sans jet violent. En essayant de lutter contre l'asphyxie, le docteur Marrot boit de grandes quantités d'eau, mais une partie passe cependant dans ses poumons qui ronflent bruyamment quand on le laisse reprendre son souffle.

Puis un bâillon est appliqué sur son visage, bâillon constamment arrosé d'eau. La respiration à travers la toile mouillée est à peu près impossible.

Entre deux applications du bâillon, on lui explique qu'ensuite il y aura la tentative de fuite qui permettra de justifier sa mort.

Pendant qu'il étouffe, ses tortionnaires le menacent d'aller chercher ses enfants pour leur faire subir le supplice de la baignoire.

Pendant ces séances, le docteur Marrot a dû absorber de grandes quantités d'eau. Car dans l'heure qui suivit, il a dû uriner abondamment quatre fois. Par la suite, il a eu quatre crises ressemblant à des crises d'épilepsie, avec agitation involontaire du bras, puis de la jambe gauche.

Tel est, mesdames, messieurs, le martyre qu'a subi, comme des centaines d'autres personnes algériennes et françaises, le docteur Jean Marrot.

Je pourrais vous dire aussi les tortures infligées à Mme Gilberte Taléb. Celle-ci a subi très exactement le même supplice que le docteur Marrot, avec en plus un odieux simulacre de fusillade.

Comment, devant ces faits, ne pas comprendre l'émotion des couches les plus diverses du peuple français, ainsi que celle de l'opinion internationale et les protestations qui s'élèvent en Algérie même ?

Vous savez qu'en France deux cents personnalités, parmi lesquelles figurent MM. Robert Merle, Jacques Berque, François Mauriac, Jean Guéhenno, émues par le sort du président Ben Bella, se sont adressées aux dirigeants algériens pour qu'ils l'autorisent à être assisté des avocats de son choix, à recevoir des visites et à être examiné par un médecin, en un mot pour qu'on lui accorde les droits élémentaires de la personne humaine.

S'agissant des Français arrêtés en Algérie dans les conditions que je viens d'évoquer, la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale a donné mandat à son président pour intervenir auprès de l'ambassadeur d'Algérie à Paris et je remercie M. le président Schumann pour ses interventions.

Je vous donne acte, monsieur le ministre, des informations que vous nous avez apportées sur ce que vous avez fait et sur ce que vous comptez faire encore.

Au terme de ce débat douloureux où nous avons dit ce que notre conscience nous dictait, nous affirmons à nouveau hautement notre solidarité envers le peuple héroïque de l'Algérie que nous ne confondons pas avec les tortionnaires, notre volonté de lutter contre tout ce qui porte atteinte à l'amitié franco-algérienne.

Nous exprimons le souhait que la torture qui, hier, fit tant de mal à l'Algérie en lutte ne soit plus pratiquée par l'Algérie indépendante. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

SITUATION DES OUVRIÈRES DU PAS-DE-CALAIS

M. le président. Mme Prin appelle l'attention de M. le ministre du travail sur la situation des ouvrières du Pas-de-Calais. Leurs salaires sont parmi les plus bas. En effet, le salaire départemental féminin pour le Pas-de-Calais occupe le soixante-douzième rang sur le plan national. Les cadences de travail sont très élevées et souvent inhumaines. Par suite de sous-emploi dans le département, des dizaines de milliers d'ouvrières sont obligées d'aller travailler dans les usines de textile du Nord. Ramassées dans des cars, le plus souvent inconfortables, elles partent à 3 heures du matin pour ne rentrer chez elles qu'à 15 et 16 heures ou à 10 heures pour ne rentrer qu'à 22 heures. La majorité d'entre elles ne gagne pas 400 francs par mois. Ces conditions de travail ont de graves répercussions sur leur santé, sur leur vie familiale et, pour les jeunes filles, sur leur avenir. Elle lui demande quelles

mesures il compte prendre : 1° pour que les normes de travail exigées par le patronat soient réduites ; 2° pour que les ouvrières aient, en cas de réduction d'horaires, un salaire minimum garanti de 500 francs par mois sur la base de quarante heures de travail par semaine.

La parole est à M. le ministre du travail.

M. Gilbert Grandval, ministre du travail. Votre question, madame, soulève deux séries de problèmes différents : d'une part, celle des interventions possibles du ministre du travail dans le domaine des conditions d'emploi des ouvrières du Pas-de-Calais, d'autre part celle des conditions de vie de ces mêmes personnels en liaison avec la situation économique de ce département.

Sur le premier point, je rappelle que les conditions générales de travail des femmes dans les entreprises industrielles sont soumises à un ensemble de dispositions législatives et réglementaires particulières dont l'objet est précisément de protéger cette main-d'œuvre. Ces dispositions portent notamment sur la durée, les horaires et la rémunération du travail, ainsi que sur leur application effective, celle-ci étant contrôlée par l'inspection du travail.

En outre, la surveillance médicale des ouvrières et le contrôle de leur adaptation physique aux tâches qu'elles exercent incombent, au niveau de l'entreprise, aux médecins du travail qui rendent compte périodiquement de leur activité aux organismes représentatifs du personnel.

Les diverses mesures de protection ainsi définies ne constituent cependant qu'un cadre général à l'intérieur duquel les problèmes pratiques propres à chaque entreprise doivent trouver des solutions spécifiques et nécessairement variables.

Qu'elles concernent le niveau des normes de rendement, les conditions de déplacement des travailleurs ou l'aménagement des horaires de travail, et sous réserve que soient respectées les dispositions réglementaires en vigueur, les négociations paritaires constituent, dans la recherche de ces solutions, la procédure la plus propre à résoudre les problèmes en suspens.

De même, les inadaptations physiques éventuellement constatées par les médecins du travail peuvent faire l'objet d'aménagements définis au niveau de l'entreprise.

En ce qui concerne les rémunérations, il ne faut pas oublier que depuis la loi du 11 février 1950, consacrant le retour à la liberté de négociations en matière salariale, le Gouvernement n'intervient que par la fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti.

La protection résultant de ce salaire a été améliorée à deux reprises en 1965 par le Gouvernement qui a relevé par décret le taux du S. M. I. G. de 2 p. 100 le 1^{er} mars 1965 et du même pourcentage le 1^{er} septembre 1965. Elle est toutefois définie sur une base horaire, la rémunération mensuelle qui en découle tenant compte nécessairement de la durée effective du travail, elle-même fonction des possibilités économiques de chaque entreprise.

A cet égard, le Gouvernement a tenu le plus grand compte des difficultés rencontrées par les ouvrières de la région du Nord. Il n'ignore pas que, malgré l'aide appréciable apportée par le régime particulier d'indemnisation du chômage partiel institué dans l'industrie textile, les intéressés ont subi les conséquences de la réduction temporaire d'activité de ce secteur professionnel.

Il a agi dans le domaine qui lui est propre, d'une part, en revalorisant d'environ 6 p. 100, à compter du 1^{er} janvier 1965, le taux des allocations et, d'autre part, en permettant, par le décret du 13 juillet 1965, aux femmes mariées de bénéficier des allocations principales de chômage.

Le problème évoqué a cependant une dimension plus large, puisque l'implantation, la nature et le volume de l'emploi dont dépendent le niveau et les conditions de vie des ouvrières du Pas-de-Calais sont étroitement fonction du développement économique de ce département. Sur ce point, le Gouvernement a conscience des difficultés propres à la région du Nord.

Je ne puis mieux faire que rappeler ce qu'indique à cet égard le V^e Plan que l'Assemblée vient de voter en première lecture :

« Le rapport sur les options principales du V^e Plan, confirmé par les récentes analyses nationales et régionales, a insisté sur l'effort d'adaptation qu'il sera indispensable d'accomplir dans la région du Nord au cours des prochaines années.

« La consultation régionale a dégagé les directions dans lesquelles la modernisation de cette région devrait être entreprise en plaçant au premier rang les équipements et la rénovation des agglomérations urbaines et les moyens de communication. »

Le V^e Plan indique également :

« Dans le Nord et en Lorraine, la politique régionale doit contribuer à la conversion et à la diversification des industries... Les problèmes aigus de l'emploi qui se posent dans ces deux régions conduisent à y reconnaître une priorité à la formation professionnelle par la création d'un centre de formation de moniteurs et de sections de formation professionnelle des adultes. »

Le ministère du travail a déjà fait un effort important, sur le plan de la F. P. A., en faveur de la région du Nord au cours des dernières années puisque, dans le cadre de l'important programme 1964-1965, cette région a bénéficié de 75 sections nouvelles sur les 520 prévues pour la totalité du territoire.

Le département du Pas-de-Calais a lui-même bénéficié de 29 sections sur les 75 nouvelles sections dont je viens de parler.

Cet effort sera poursuivi dans le sens prévu par le V^e Plan au cours des prochaines années et les moyens de formation, à des niveaux de qualification plus élevés, seront notamment développés dans la région du Nord, de même qu'en Lorraine, par l'implantation de sections du deuxième degré.

Parallèlement à cette action, le Gouvernement s'attachera, par un effort cohérent d'aménagement du territoire, qui sera poursuivi pendant la durée d'exécution du V^e Plan et qui portera en particulier sur les départements du Nord, à faciliter la solution des difficultés humaines et économiques qui ont été rappelées par l'honorable parlementaire.

Soyez persuadés, mesdames, messieurs, que je ne mesurerai pas mes efforts pour que cette grande région, qui constitue, sur le plan économique et humain, l'un des pôles essentiels de notre pays, soit en mesure de résoudre de façon satisfaisante les problèmes auxquels elle est confrontée dans certains secteurs d'activité.

Le fait que la majeure partie de la main-d'œuvre qui souffre de ces difficultés comprend un grand nombre de femmes, constitue un motif supplémentaire pour se préoccuper de cette situation au moment où, par ailleurs, je mets en place une commission permanente chargée d'étudier, avec le concours notamment des grandes organisations syndicales, les problèmes spécifiques des femmes salariées.

M. le président. La parole est à Mme Prin.

Mme Jeannette Prin. Monsieur le président, monsieur le ministre, le département du Pas-de-Calais, qui se classait au douzième rang pour le salaire moyen en 1951, n'a cessé de reculer et se trouvait au quarante-septième rang en 1964.

Pour les travailleuses, la situation est encore plus grave. Leur salaire moyen se situe au soixante-seizième rang, avec un écart allant jusqu'à 30 p. 100 par rapport aux salaires masculins.

C'est là une des conséquences du sous-emploi existant qui permet au patronat d'exercer une pression permanente sur les salaires.

Lors de l'inauguration de l'usine Rozy, à Haillieourt, les patrons pouvaient déclarer : « Le bassin minier est une réserve de main-d'œuvre féminine à bon marché ». Ils pouvaient dire aussi il y a un an : « Rosy est compétitif sur le plan européen grâce à son usine d'Haillieourt ».

Cet exemple n'est pas isolé. Compétitif, mais à quel prix ! Travail à la chaîne, cadence exténuante, bas salaires, tel est le lot des travailleuses du Pas-de-Calais.

A plusieurs reprises, monsieur le ministre, je vous ai posé des questions très simples, élémentaires même. Je vous ai demandé, par exemple, quelles étaient les mesures que vous comptiez prendre pour exiger que les fiches de paye soient normalement établies par les patrons, afin que les ouvrières puissent connaître leur salaire réel.

J'avais, d'autre part, insisté pour que les règles d'hygiène les plus élémentaires soient respectées et pour que des soins soient donnés aux ouvrières malades sur les lieux du travail.

Je vous avais surtout demandé de tout mettre en œuvre pour empêcher les licenciements abusifs.

Vous m'avez répondu, c'est vrai, en invoquant les articles du code du travail qui précisent les droits des ouvrières et vous m'avez fait aujourd'hui la même réponse.

Mais vous avez bien, monsieur le ministre, que ces droits ne sont pas respectés. Les patrons disposent de multiples moyens de pression. Ils agitent, notamment, le « spectre du chômage » en disant aux ouvrières : « Si vous n'êtes pas contentes, il y a, à la porte, des dizaines d'autres femmes qui attendent... ».

Les enquêtes ont été menées par l'inspection du travail ; mais, le Gouvernement ne prenant aucune mesure, elles sont demeurées sans résultat.

Telle est l'atmosphère dans laquelle travaillent la plupart des femmes de la région du Nord.

Le V^e Plan n'améliorera pas cette situation. Il prévoit, en effet, que 20.000 femmes de la région du Nord ne trouveront pas d'emploi en 1970 et qu'il y aura 10.000 ouvrières de moins dans le textile.

Voilà pour ce qui concerne la main-d'œuvre féminine et l'application du V^e Plan.

Il est vrai qu'au cours de votre conférence de presse du 5 octobre, vous avez annoncé, monsieur le ministre — et vous venez de le confirmer — la création d'un comité d'étude et de liaison des problèmes du travail féminin.

Les femmes au travail, avez-vous déclaré, se plaignent de leur situation.

C'est bien une réalité : des millions de travailleuses exigent une amélioration radicale de leur situation. Cette volonté se justifie par la situation qu'elles occupent dans la production et dans la vie sociale de la nation.

En France, un travailleur sur trois est une femme, les femmes mariées étant d'ailleurs en majorité, 53,2 p. 100 en 1962. Ce qu'elles veulent, c'est avoir le temps de vivre, de réfléchir, de s'épanouir, d'éduquer leurs enfants.

Créer un comité d'étude est une solution qui paraît logique à première vue.

Vous avez déclaré, monsieur le ministre : « J'ai estimé que le plus simple était d'abord de donner à celles qui avaient besoin de dire quelque chose, la possibilité de le faire. Ce comité aura pour mission d'exprimer tout haut ce que les femmes pensent tout bas et de me proposer des solutions qui, avez-vous ajouté, ne seront pas faciles ».

C'est clair et net !

Parler de la situation des travailleuses, cela ne coûte pas cher. Adopter des solutions, prendre des mesures concrètes, c'est plus difficile et c'est pour plus tard.

Voyez-vous, monsieur le ministre, les travailleuses ne sont pas dupes, car des dossiers, de la documentation et des enquêtes, on en a établi, rassemblé et effectué depuis de nombreuses années, surtout depuis 1958 puisque la situation des travailleuses n'a cessé de s'aggraver tant du point de vue des salaires que du point de vue des méthodes d'exploitation.

A cette tribune, à maintes reprises, nous avons cité des exemples précis. En outre, les délégations auprès de votre ministère se font de plus en plus pressantes et les assises nationales du mois de mars dernier « pour la réduction du temps de travail » ont soulevé un grand intérêt dans les milieux les plus divers.

Vous envisagez de déposer un projet de loi en vue de tenter de remédier aux discriminations qui existent, à qualification égale, entre les salaires féminins et masculins. Mais il suffirait, pour cela, d'appliquer le décret du 30 juillet 1946, signé par notre camarade Ambroize Croizat. Ce décret permet, en effet, à l'inspection du travail d'effectuer un contrôle systématique des entreprises et d'obtenir le rajustement des salaires avec les rappels dus. La revendication des travailleuses — à travail égal, salaire égal — pourrait alors être satisfaite rapidement. Mais ce décret, il faut l'appliquer et le Gouvernement se doit de prendre des dispositions concrètes.

Monsieur le ministre, vous avez annoncé le dépôt d'un projet de loi sur la protection de la maternité. La mère aurait la possibilité de ne pas reprendre le travail à l'expiration du congé de maternité tout en conservant, pendant un an, une priorité à l'embauchage. Il s'agit — je le souligne — d'un an de congé sans salaire. Faut-il rappeler qu'en raison du faible montant des indemnités journalières actuellement versées, 3.075.000 journées légales de congé de maternité n'ont pas été prises par les ayants droit en 1962 ?

Monsieur le ministre, permettez-moi de faire état de la lettre que j'ai reçue cette semaine, concernant les travailleuses des P. T. T. du central téléphonique de Lens.

Des dizaines d'auxiliaires, certaines comptant cinq et six ans d'ancienneté, vont être licenciées cette semaine. Plusieurs d'entre elles attendent un bébé. Leurs cas n'est même pas pris en considération et elles perdront le bénéfice de leur traitement pendant leur congé de maternité.

Au milieu des promesses, voilà les drames quotidiens. J'ai alerté M. le ministre des postes et télécommunications. Mais vous-même, monsieur le ministre du travail, quelles mesures comptez-vous prendre pour que ces travailleuses soient remployées ?

Au cours de cette législature, nous avons déposé sept propositions de loi. Toutes tendaient à améliorer les conditions de travail des femmes et à protéger les mères de famille. Aucune de ces propositions n'est venue en discussion. Deux d'entre elles ont pourtant été adoptées à l'unanimité en commission. Mais M. le ministre des finances — en l'occurrence le Gouvernement — s'est opposé à leur inscription à l'ordre du jour.

Le comité d'études vient juste à point pour la campagne présidentielle. Mais les travailleuses jugeront sur les faits et non sur les promesses.

Telles sont les observations que je voulais présenter. (Applaudissements sur les bancs des groupes communiste et socialiste.)

ANNONCES ANONYMES D'OFFRES D'EMPLOI

M. le président. M. Mer appelle à nouveau l'attention de M. le ministre du travail sur le profond malaise causé chez les cadres de l'économie française par le développement de plus en plus marqué de certaines méthodes d'embauchage, telles que publi-

cation, dans la presse, d'annonces d'offres d'emploi domiciliées chez des intermédiaires, donc pratiquement anonymes, multiplication d'organismes pratiquant des opérations de sélection, dans des conditions souvent très discutables, etc. Se fondant sur la réponse faite le 11 juillet 1964 à sa précédente question écrite n° 9331, il lui demande quelles conclusions ont été tirées de l'étude entreprise par ses services — en liaison avec les autres départements ministériels intéressés — afin d'examiner dans quelles conditions une adaptation de l'ordonnance n° 45-1030 du 24 mai 1945 permettrait d'assurer un contrôle efficace des annonces anonymes d'offres d'emploi.

La parole est à M. le ministre du travail.

M. Gilbert Grandval, ministre du travail. Mesdames, messieurs, la question posée par l'honorable parlementaire, que je tiens d'ailleurs à remercier de sa persévérance, sagissant d'un problème qui préoccupe valablement certaines catégories de salariés et notamment les cadres, n'a nullement été perdue de vue depuis le 11 juillet 1964.

Le problème concerne essentiellement, d'une part, la publication d'offres d'emploi ne mentionnant pas le nom de l'employeur et, d'autre part, la multiplication d'organismes pratiquant des opérations de sélection.

Sur le premier point, la consultation de certains quotidiens, qui consacrent une part importante à l'insertion d'offres d'emploi, montre que les offres publiées sous forme anonyme concernent surtout certaines catégories de collaborateurs et spécialement les cadres.

Les inconvénients qui résultent de cette pratique — au demeurant relativement limitée — sont bien connus. Le cas le plus caractéristique dont il peut être fait état est certainement celui du cadre qui, sans être chômeur et souhaitant trouver un emploi plus intéressant ou mieux rémunéré, voit sa candidature présentée à son propre employeur.

Cependant, il ne serait pas réaliste d'envisager l'interdiction de la publication des offres d'emploi anonymes, car ce procédé est répandu depuis fort longtemps et se justifie parfois par des raisons valables, notamment de discrétion, lorsqu'il s'agit de rechercher des collaborateurs de choix ou de préparer l'extension de l'activité d'une entreprise à de nouveaux domaines.

Au fond, c'est non pas le procédé en lui-même qui est condamnable, mais son utilisation abusive ou même frauduleuse. C'est contre ces abus qu'il faut réagir.

Déjà, sur le plan des obligations incombant aux employeurs, il faut rappeler que des dispositions législatives ont été élaborées dans le passé, au sujet des annonces de presse, et rechercher les raisons pour lesquelles ces dispositions sont tombées en désuétude.

Lorsqu'on envisage, en effet, de recourir à de nouvelles contraintes, il est nécessaire de s'arrêter sur les obstacles rencontrés antérieurement.

Peu après la Libération, l'ordonnance du 24 mai 1945, relative au placement des employeurs et au contrôle de l'emploi, avait rendu obligatoire la domiciliation des offres d'emploi dans les services de main-d'œuvre, pour visa préalable, avant publication dans la presse.

Cette législation, justifiée à une époque de dirigisme où les mouvements de main-d'œuvre étaient strictement réglementés, s'est rapidement révélée inadaptée, eu égard à l'évolution de la situation économique et aux difficultés pratiques d'application des procédures prévues, surtout en période de pénurie de main-d'œuvre, où le nombre des offres d'emploi publiées dans la presse a considérablement augmenté. En outre, la politique dirigiste de 1945 a été peu à peu abandonnée sur le plan général, sous la pression de l'opinion publique favorable à un relâchement des contraintes.

Toute nouvelle formule qui tendrait à obliger les auteurs d'annonces anonymes à domicilier celles-ci auprès des services de main-d'œuvre risquerait donc d'être rapidement dépassée, pour les mêmes raisons que celles qui ont empêché la stricte application de l'ordonnance du 24 mai 1945. Telle est la conclusion de l'étude à laquelle je me réfère déjà le 11 juillet 1964.

Cependant, doit-on en conclure que rien ne peut être fait ? Comme je l'indiquais au début de cette réponse, je ne le crois pas.

Ainsi que je l'ai affirmé devant l'Assemblée, lors du débat budgétaire, je m'emploie à rénover profondément les services de mon département chargés du placement des travailleurs. A ce titre, je suis évidemment très désireux de permettre à ces services d'utiliser, en faveur des demandeurs d'emploi — notamment des cadres, dont le placement est, par nature, techniquement plus difficile — toutes les possibilités de connaître les besoins en main-d'œuvre des entreprises.

Pour parvenir à ce but, des contacts sont régulièrement pris, tout au moins dans certaines zones économiques importantes du territoire, telles que le Nord et la Lorraine, entre les organismes de presse locaux ou régionaux et les services du ministère du

travail, afin que ceux-ci puissent utiliser au profit des demandeurs d'emploi inscrits dans les bureaux de main-d'œuvre les offres d'emploi diffusées par annonces de presse.

J'ai fait procéder, dans la région parisienne, à une étude des possibilités d'extension de cette formule qui est plus légère que la domiciliation obligatoire et tout aussi utilisable par les services de l'emploi pour les opérations de placement.

Je n'oublie cependant pas que votre souci principal, monsieur Mer, s'attache à la disparition des abus que vous avez dénoncés. Sur ce plan, sans vouloir, bien entendu, exagérer l'efficacité de cette action, je vous indique que j'ai fait prendre des contacts avec le Bureau de vérification de la publicité, association sans but lucratif, à caractère professionnel, dont l'objet est d'assurer la sincérité de la publicité dans l'intérêt du public.

Il en résulte que des agissements générateurs d'abus en matière d'offres d'emploi peuvent, s'ils ont été constatés au cours d'enquêtes effectuées par l'inspection du travail, être signalés au Bureau de vérification de la publicité, afin que cet organisme intervienne auprès de ses adhérents.

Cette action concertée est d'autant plus utile que les auteurs des annonces suspectes recourent généralement aux annonces de presse pour développer leur action.

Quant au second point évoqué dans votre question, je suis en mesure de vous préciser que, sur ma demande, mes services se sont particulièrement préoccupés du développement pris, au cours des dernières années, par les organismes de sélection professionnelle.

De nombreuses enquêtes ont été effectuées sur leur activité et des procès-verbaux ont été dressés aux fins de poursuites judiciaires, lorsque les organismes en cause se livraient à des opérations illicites de placement.

Je considère que, lorsqu'ils se consacrent uniquement à des opérations de sélection, ces organismes peuvent incontestablement rendre des services. Encore faut-il qu'ils fonctionnent dans des conditions propres à apporter toutes garanties aux salariés. C'est dans cet esprit que je me propose d'intervenir.

Je suis en mesure de faire connaître, à cet égard, bien qu'il s'agisse d'un problème très délicat, notamment sur le plan juridique, qu'il est actuellement procédé au ministère du travail, après plusieurs réunions préparatoires, à la mise au point d'un projet de loi tendant à réglementer l'activité des organismes de sélection et d'orientation professionnelles. Ce texte est, bien entendu, préparé en liaison avec les organisations professionnelles intéressées.

Sans vouloir — et vous le comprendrez — dévoiler les principales dispositions envisagées, je puis cependant préciser que les salariés candidats aux épreuves de sélection devront recevoir une information suffisante sur l'entreprise pour laquelle les épreuves sont effectuées.

En conclusion, je ne puis que confirmer mes remerciements à l'honorable parlementaire qui, en appelant pour la seconde fois l'attention sur un problème social réel, aura très certainement contribué à l'intervention des solutions qu'il convient d'y apporter.

M. le président. La parole est à M. Mer.

M. Jacques Mer. Je vous remercie, monsieur le ministre, de la réponse particulièrement intéressante que vous avez bien voulu apporter à la seconde question que je vous avais posée, relative aux problèmes d'embauchage des cadres.

Les cadres, en effet, connaissent divers malaises. Certains, vous l'avez dit la semaine dernière, sont artificiellement entretenus. Je pense, par exemple, à ce faux problème de la retraite, que l'on avait inopinément soulevé quelque temps avant la campagne électorale. Mais il est de vrais malaises qui s'appuient sur des réalités concrètes, notamment sur les difficultés qui existent sur le marché du travail.

C'est à ce dernier type de malaise que je me suis attaqué, par la voie de la question orale que je vous ai posée.

Vous l'avez dit, monsieur le ministre, nous connaissons maintenant une situation très différente de celle qui était à l'origine de la réglementation du marché de l'emploi en 1945.

D'une part, la pénurie de main-d'œuvre a cessé d'exister et, par conséquent, nous ne pouvons plus imposer un dirigisme de l'emploi tel que celui qui existait au lendemain de la seconde guerre mondiale.

D'autre part, des méthodes modernes sont apparues, ont fait leurs preuves dans plusieurs pays, notamment dans les grands pays industriels occidentaux, et il ne saurait être question pour nous de refuser l'emploi de ces méthodes modernes, dans la mesure où, précisément, elles peuvent favoriser une meilleure connaissance du marché du travail, laquelle est utile aussi bien pour les demandeurs que pour les offreurs d'emplois.

Mais les méthodes modernes de sélection — notamment le recours à la presse — sont un peu comme la langue d'Esope : elles permettent le meilleur et le pire. C'est au pire, aux abus

dont vous avez vous-mêmes fait état, monsieur le ministre, que je songeais lorsque j'ai réclamé que vos services exercent un contrôle plus strict sur ces pratiques.

Je ne reviendrai pas sur le détail de ces abus. Je pense que les mesures que vous nous proposerez seront particulièrement utiles pour remédier à quelques-uns des plus notables d'entre eux.

Les cadres, notamment ceux qui connaissent des difficultés sur le marché du travail, sont souvent âgés de plus de quarante ans, et vous savez, monsieur le ministre, combien leur sort est parfois difficile lorsqu'ils doivent aller d'une entreprise dans une autre.

C'est pourquoi le rôle d'information que vos services pourront jouer sera particulièrement utile.

C'est également pour cette raison que le contrôle qui sera exercé sur les annonces des presse sera utile, lui aussi, dans la mesure où les cadres, avant de répondre à telle ou telle annonce, posséderont un minimum d'indications sur l'entreprise et sur la nature du travail qui leur sera proposé.

Car, il faut bien le dire, il y a des abus dans ce domaine. Certains intermédiaires non seulement ne donnent aucune précision utile sur la nature de l'emploi qui est offert, mais demandent aux cadres et aux salariés de leur fournir des dossiers particulièrement importants et ne les honorent pas toujours d'une réponse. D'autres se livrent à des enquêtes qui dépassent très nettement le cadre professionnel et qui peuvent parfois toucher la vie privée des intéressés.

Il y a donc là, me semble-t-il, des abus à réprimer.

De même, en matière de sélection, certaines pratiques doivent être étroitement contrôlées.

Certes, les méthodes de sélection ont fait leurs preuves. Elles sont utiles. Scientifiques, elles permettent de mieux adapter l'offre à la demande. Il n'en reste pas moins que certains sélectionneurs, dans quelques entreprises qui sont peut-être marginales, ne possèdent pas toutes les qualités scientifiques, ni même, parfois, toutes les qualités d'honnêteté intellectuelle que justifie leur emploi.

Mais l'exception ne confirme pas la règle en l'occurrence, et il ne s'agit pas de tirer des conclusions générales d'un certain nombre d'abus commis par des entreprises peu scrupuleuses. Il n'en reste pas moins que se posent le problème de la qualification des sélectionneurs et celui de leur responsabilité soit devant un conseil de l'ordre de leur corporation, soit devant les entreprises intéressées.

Je ne vous demande pas davantage de précisions, monsieur le ministre, puisque vous avez déclaré qu'un projet de loi était à l'étude à cet égard. Sans doute avez-vous été informé par les organisations professionnelles du caractère limité des abus qui cependant, lorsqu'ils existent, sont particulièrement graves.

C'est pourquoi je vous fais confiance. Vous avez poursuivi, depuis deux ans, une politique de développement de vos services, qui est particulièrement heureuse pour la solution de certains problèmes du travail.

En appelant une fois de plus votre attention, nous entendons seulement vous manifester notre confiance quant au règlement de questions qui, actuellement, sont étroitement liées au problème de l'emploi.

FONDS NATIONAL DE L'EMPLOI

M. le président. M. Cassagne expose à M. le ministre du travail que le Fonds national de l'emploi, qui n'a pas utilisé en 1964 sa dotation budgétaire, a cependant refusé d'intervenir lors de licenciements massifs, par exemple à Bordeaux, où l'abandon d'une ligne de navigation et la fermeture d'une entreprise métallurgique ont provoqué 800 licenciements. Constatant que, dans de très nombreux cas, il a été impossible à des travailleurs âgés de plus de quarante ans de retrouver un emploi et que les plus jeunes qui se sont reclassés ont toujours été contraints d'accepter des rémunérations nettement inférieures à ce qu'elles étaient précédemment, il lui demande s'il n'entend pas proposer au Parlement des mesures permettant au Fonds national de l'emploi d'élargir son action et ainsi de mieux remplir la haute mission qui est la sienne.

La parole est à M. le ministre du travail.

M. Gilbert Grandval, ministre du travail. Mesdames, messieurs, la question posée par l'honorable parlementaire soulève deux problèmes : d'une part, celui de la non-intervention du Fonds national de l'emploi à Bordeaux, à l'occasion de récents licenciements collectifs ; d'autre part, celui d'un élargissement éventuel de l'action de ce fonds en vue de mieux réparer les conséquences, pour les travailleurs, de certaines cessations d'exploitation d'entreprises ou de certains licenciements importants consécutifs, notamment, à des opérations de concentration.

Sur le premier point, il faut rappeler que le versement d'allocations spéciales aux salariés âgés de plus de soixante ans — qui semblent plus particulièrement visés par la question orale — n'est prévu par l'article 3 de la loi du 18 décembre 1963 qu'à l'égard des professions ou des régions atteintes ou menacées d'un grave déséquilibre de l'emploi qui rend pratiquement impossible le reclassement.

L'étude approfondie à laquelle il a été procédé montre que, si le département de la Gironde et plus particulièrement la région de Bordeaux ont subi le contre-coup de la détente qui est apparue au cours des derniers mois sur le marché de l'emploi, en revanche, la situation du marché du travail n'a pas été et n'est pas aussi grave que le souligne l'auteur de la question orale.

Dans le secteur des industries et des métaux, qui a été plus spécialement touché, le nombre des salariés licenciés collectivement dans la région bordelaise n'a pas été supérieur à quatre cent cinquante au cours de l'année 1965. Il résulte essentiellement de la fermeture de la société Goumy et compagnie, de Bordeaux, qui, je le rappelle, s'est regroupée à Valenciennes, et des licenciements intervenus à la Compagnie maritime des chargeurs réunis, dus à l'évolution sensible du trafic maritime.

Mais, parallèlement, les emplois créés dans la région bordelaise depuis le début de 1964, dans la seule industrie aéronautique et spatiale, ont atteint le chiffre de 1.043 pour quatre sociétés. Ainsi, le nombre des emplois nouveaux l'emporte donc nettement sur celui des emplois supprimés dans cette région.

En ce qui concerne plus particulièrement les travailleurs âgés de plus de soixante ans compris dans les licenciements collectifs les plus récents, il convient de préciser que cinq sur vingt-quatre des licenciés de France-Gironde restaient inscrits comme demandeurs d'emploi au 1^{er} novembre 1965, que onze sur seize des licenciés de la Compagnie maritime des chargeurs réunis recherchaient un emploi à la même date, que onze sur vingt des licenciés de la société Goumy et compagnie, qui a conservé provisoirement à son service sept d'entre eux, étaient inscrits comme demandeurs d'emploi.

Les difficultés incontestables que rencontrent les intéressés pour retrouver un emploi ne concernent donc qu'un nombre peu élevé de travailleurs qui bénéficient actuellement — il convient de le rappeler — des allocations d'aide aux travailleurs sans emploi et des allocations spéciales de l'Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce, dont le total est supérieur au montant de la retraite aux taux normal allouée par la sécurité sociale.

Quant aux autres catégories de travailleurs licenciés, âgés de moins de soixante ans, il est évident que les conditions dans lesquelles ceux-ci se reclassent varient en fonction de plusieurs facteurs, dont les plus importants concernent l'âge et la qualification. Ces travailleurs peuvent bénéficier des aides du Fonds national de l'emploi, s'ils acceptent de suivre un stage de formation professionnelle en vue d'acquérir une nouvelle qualification ou s'ils se déplacent pour occuper un nouvel emploi.

J'en viens ainsi, monsieur Cassagne, au deuxième point de votre question.

Le Fonds national de l'emploi, qui se trouve encore en période de « démarrage », s'est efforcé de développer les actions de formation particulières adaptées aux problèmes posés par la fermeture ou par la conversion de certaines entreprises.

Ces actions, réalisées dans des conditions de rapidité exceptionnelles, ont permis, depuis la mise en place du Fonds national de l'emploi, de créer trente-huit sections temporaires de formation, qui ont grandement facilité, dans plusieurs régions, le reclassement des travailleurs licenciés.

Une intervention de ce type a été proposée conjointement à la direction et au comité d'entreprise de la société Goumy et compagnie, lesquels n'ont pas cru devoir l'accepter.

C'est en ce sens, qui n'exige pas de modification de la législation actuelle, que portent tous mes efforts.

Certes, je n'ignore pas que cette voie est plus contraignante qu'une solution qui consisterait à verser temporairement des allocations ou des indemnités supplémentaires. Mais je suis convaincu qu'elle est, en définitive, plus favorable aux véritables intérêts des travailleurs et conforme à l'intérêt général.

Je n'ignore pas non plus que certaines situations dignes d'intérêt ne peuvent être réglées par le Fonds national de l'emploi. Le Gouvernement, lorsqu'il en a proposé la création, et le Parlement, lorsqu'il a bien voulu lui donner une existence légale, n'ont jamais eu la prétention de résoudre tous les problèmes.

Le Fonds national de l'emploi est l'un des éléments d'une politique plus vaste qui s'exprime notamment par les actions engagées dans le cadre de l'aménagement du territoire et, en ce qui concerne plus particulièrement mon département ministériel, par les efforts menés pour le développement de la formation professionnelle des adultes et pour donner aux ser-

VICES de l'emploi les moyens d'étude et d'action qui leur permettront de répondre plus efficacement aux légitimes préoccupations des travailleurs.

M. le président. La parole est à M. Cassagne.

M. René Cassagne. Je vous remercie très sincèrement, monsieur le ministre, des explications que vous venez de donner et, par la même occasion, des efforts personnels que vous avez faits dans notre région.

Si j'ai tenu à poser cette question aujourd'hui c'est qu'il existe incontestablement entre vos informations et les miennes des divergences très sérieuses.

La question que j'ai eu l'honneur de vous poser est fondée sur deux constatations.

D'abord, les crédits prévus pour le fonds national de l'emploi par le budget n'ont pas été entièrement utilisés.

Ensuite, cette institution a refusé d'intervenir en plusieurs circonstances, en particulier dans une région que je connais très bien.

Il me paraît donc logique de vous poser la question : Que faut-il faire pour élargir l'action entreprise et remplir la grande tâche que le fonds national de l'emploi a acceptée ?

Je viens d'entendre votre réponse, monsieur le ministre. Elle n'est pas tellement différente de celle que vous m'avez faite lors de la discussion du budget du ministère du travail ou de celles que vous m'avez données verbalement ou par écrit.

Je contesterai cependant vos chiffres et votre raisonnement.

Dans les questions orales que j'ai posées aux membres du Gouvernement j'ai toujours choisi des problèmes d'intérêt général afin de ne pas transformer les débats de l'Assemblée nationale en discussions d'intérêts locaux.

Aujourd'hui encore ma question a une portée générale et elle est valable pour tous les travailleurs de France. Mais pour éclairer mon propos et le raisonnement que j'ai l'intention de tenir, je dois m'appuyer sur des faits que je connais bien parce que j'en suis le spectateur dans ma région, un spectateur qui en tant qu'élu, maire et conseiller général, est bien souvent obligé de participer à l'action.

Vous dites, monsieur le ministre, que le fonds de l'emploi a été créé pour permettre à des travailleurs qui ne peuvent pas retrouver un emploi à la suite d'un licenciement massif d'être reclassés, dans les conditions les meilleures pour eux. J'en suis bien d'accord, mais la conséquence qui vous semble normale en est que, dans les régions où une embauche semble possible, il n'y a pas lieu à intervention du fonds de l'emploi. C'est là que naît un malentendu entre nous, malentendu qui, j'espère, pourra vite être dissipé puisqu'il va de soi que l'un et l'autre nous abordons le problème avec une égale bonne foi.

La région de Bordeaux vient de connaître en l'espace de quelques mois des licenciements massifs que je vous ai signalés dans ma question : l'abandon d'une ligne de navigation, la fermeture d'une entreprise métallurgique ont provoqué 800 licenciements.

Selon votre doctrine, il n'y a pas lieu à intervention automatique du fonds national de l'emploi, la région n'étant pas en état de dépression économique.

C'est sur ce point, monsieur le ministre, que je conteste vos chiffres. Et j'estime que votre doctrine est mauvaise lorsqu'elle est appliquée sans examen préalable de la situation.

Dans les deux exemples que je vous ai signalés il s'agissait de deux activités bien spéciales : la métallurgie et l'activité du port avec ses annexes. Or je voudrais attirer votre attention sur les faits suivants.

Vous avez indiqué tout à l'heure qu'il y avait eu un peu plus d'un millier de créations d'emplois, en particulier dans l'industrie aéronautique.

Ce que vous avez oublié de dire c'est que bon nombre des ouvriers et des cadres qui y travaillent viennent de la région parisienne et qu'il n'y a donc pas à proprement parler création d'emplois pour les ouvriers de la région.

On oublie aussi toujours de dire que la métallurgie en Gironde connaît une régression continue depuis près de trente ans. Le nombre des ouvriers métallurgistes de cette région était de 32.000 en 1935, il était encore de 28.000 en 1946, il n'était plus que de 22.700 en 1963. Il est à peu près de 23.700 en 1965, et c'est ici que l'on retrouve le millier de créations d'emplois dont vous avez parlé.

Nous avons entre-temps assisté à la fermeture des usines de Douilleries-Schneider, 400 ouvriers ; de Sidelor, 800 ouvriers ; Joyaux, 400 ouvriers ; des Chargeurs réunis, 280 ouvriers ; de Motobloc, 450 ouvriers ; Irat, 250 ouvriers ; Boyer, 70 ouvriers ; Diamant, 120 ouvriers ; Panhard, 60 ouvriers ; enfin, à Goumy, dont vous connaissez très bien l'histoire, 280 ouvriers métallurgistes sont jetés à la rue.

Des réductions importantes ont eu lieu dans d'autres usines qui n'ont pas fermé ; l'effectif de la C. I. M. T. est tombé de 1.000 à 250 ouvriers, celui de la S. A. T. M. de 250 à 60, celui de la F. A. S. O. de 450 à 190, celui de la capsulerie Betts et Blanchard de 350 à 190, si bien qu'actuellement les organisations syndicales et la préfecture de la Gironde estiment à plus de 1.000 le nombre des licenciements intervenus dans la métallurgie depuis le 1^{er} janvier 1965.

Depuis un an d'ailleurs, la pratique des réductions d'horaires est courante ; de 48 à 54 heures hebdomadaires, on passe à 40 ou 42 heures, d'où des pertes de salaires indiscutables.

Si vous ajoutez les menaces précises pesant sur plusieurs secteurs, la fonderie deuxième fusion, la construction et la réparation navales, la construction métallurgique, la mécanique générale et partiellement la petite chaudronnerie, vous obtiendrez le tableau sans fard de ce que peuvent être les activités de la métallurgie dans notre région.

Pour un ouvrier métallurgiste, tout licenciement pose un problème de reclassement important : ou bien il sera dans l'obligation de changer de région, s'il veut trouver du travail dans sa spécialité, ou bien il acceptera de travailler au rabais, victime d'un marché du travail encombré, ou bien, sans préparation, il acceptera un emploi, n'importe lequel et à n'importe quel salaire, pour assurer la vie de sa famille.

C'est pourtant pour éviter tout cela, pour préparer le travailleur à de nouvelles tâches qui ne soient attentatoires, ni à sa dignité, ni à son train de vie, que le fonds national de l'emploi a été créé. C'est l'homme, le travailleur qu'il faut garantir et sauver d'abord. Tout le reste n'est pour moi que de la littérature de fonctionnaires en mal de circulaires et de règlements inadmissibles.

Vous avez refusé l'intervention du fonds national de l'emploi lors du désarmement du bateau *Le Brazza*, à Bordeaux, qui a jeté sur le quai près de 600 travailleurs. La situation dans cette branche d'activité annexe du port justifie-t-elle cette opposition ?

Depuis un certain nombre d'années, le trafic avec le Maroc et les Antilles connaît des perturbations graves.

En 1956, le paquebot *Maroc* est remplacé par le *Chanzy*, lui-même remplacé par le *Ville-de-Bordeaux* en 1957 qui, en 1960, doit laisser la place au vieux cargo mixte *Charles-Plumier*, lequel disparaît enfin complètement, avec la ligne, en 1962.

En 1964, le cargo *Bresle* est mis en vente et retiré de la ligne d'Algérie ; en 1965, le *Sahara*, devenu le *Venta*, retourne à Marseille et ne pourra être utilisé, éventuellement, que pendant la saison des agrumes. Il paraît d'ailleurs que la direction vient d'annuler ce retour éventuel.

Mais dans le même temps, la direction générale de la Transatlantique veut de plus en plus se concentrer au Havre, imposant à ses navires des arrêts techniques dans ce port, portant ainsi un nouveau coup à la construction navale bordelaise en si mauvaise position déjà après les coups que le Gouvernement lui a portés.

En deux ans, nous avons vu disparaître le bureau des approvisionnements en vivres, puis celui des approvisionnements en matières, enfin le bureau du contrôle des approvisionnements a été transféré au Havre.

C'est à ce moment-là, monsieur le ministre, que vous refusez de faire intervenir le fonds national de l'emploi dont vous disposez pour aider les travailleurs frappés par un mal économique !

Comment sans déclassement ou sans abandon de leur région, par leurs propres moyens, ces travailleurs pourront-ils faire face à cette nouvelle situation ?

Certains pourront. — dans quelles conditions ? — trouver un emploi ; mais ne croyez-vous pas que les autres ont réellement besoin de votre aide ?

Et que dire de ces travailleurs parfaitement qualifiés qui, ayant dépassé quarante ans, se voient refuser un emploi parce qu'ils sont déjà trop âgés ?

Certains, à quelques années de la retraite, risquent, malgré leur bonne volonté, de devenir des habitués des bureaux de chômage, alors que l'Assemblée nationale, unanime, avait voulu les garantir et leur donner encore des raisons d'espérer.

Ces faits graves que je vous livre, monsieur le ministre, ne sont sans doute pas propres à la région bordelaise, à la métallurgie, aux activités portuaires. Je suis sûr que mon raisonnement est valable pour d'autres régions.

M. Raoul Bayou. Il l'est pour tout le Midi.

M. René Cassagne. Ces faits illustrent cependant fort bien l'état d'esprit régnant dans les bureaux de technocrates qui ne s'intéressent qu'aux moyennes et ne veulent pas tenir compte de ce qui est au-dessous.

Prendre des mesures d'ordre général en se fondant sur cette conception, c'est à mon avis commettre une très grave

erreur. Le fonds national de l'emploi vient d'être créé. Il ne peut avoir toutes les perfections — vous nous l'avez dit tout à l'heure, et nous en sommes bien d'accord —, mais notre devoir est d'essayer de l'améliorer pour lui permettre de remplir pleinement la mission qui lui a été confiée.

Je ne voudrais pas, monsieur le ministre, commettre un péché d'orgueil, mais j'ai l'espoir que les exemples que je viens de citer vous inciteront à opérer les réformes indispensables et à prendre immédiatement les mesures qui s'imposent. (*Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste et communiste.*)

ALLOCATION DE LOGEMENT

M. le président. M. André Beauguitte appelle l'attention de M. le ministre du travail sur l'importance que revêt pour les humbles, l'allocation de logement. Mais un certain nombre d'ayants droit renoncent à constituer leur dossier en raison de sa complexité. En conséquence il lui demande s'il ne peut envisager la simplification du processus administratif dont il s'agit.

La parole est à M. le ministre du travail.

M. Gilbert Grandval, ministre du travail. Monsieur le président, mesdames, messieurs, il est certain que la procédure d'attribution de l'allocation de logement est complexe et j'ai pu, personnellement, m'en rendre compte en visitant des caisses d'allocations familiales où j'ai pu constater notamment qu'un personnel proportionnellement nombreux, par rapport à celui qui est affecté aux autres prestations, était chargé de l'examen et de la liquidation des dossiers de cette allocation.

Si je ne pense pas qu'un nombre élevé de postulants renonce, pour ces raisons, à en demander le bénéfice, il n'en reste pas moins qu'il est apparu souhaitable, dans l'esprit même de la politique d'humanisation de la sécurité sociale, à laquelle je m'attache, de simplifier ce qui peut l'être.

Je dois à la vérité de dire qu'il est peu probable qu'on puisse aller très loin dans cette voie, en ce qui concerne l'allocation de logement. Celle-ci, par nature, ne peut pas être une prestation uniforme et, donc, simple.

Je suis convaincu, en effet, que l'aide des pouvoirs publics en matière de logement doit, pour être efficace, ne pas être calculée de façon indifférenciée.

En raison de l'importance des sommes en cause, on ne parviendra à un résultat convenable qu'en individualisant cette aide en fonction, d'une part, des besoins et, d'autre part, des possibilités des bénéficiaires.

C'est pourquoi, tout d'abord, il a été prévu qu'un loyer minimum, calculé en pourcentage des ressources, devait rester à la charge de l'intéressé.

Par ailleurs, il a semblé normal de ne prendre en considération le loyer réel que dans la limite d'un certain plafond. C'est la différence entre ce loyer ainsi plafonné et le loyer minimum, qui sert de base au calcul de la prestation, conformément à un pourcentage variable selon la composition de la famille.

Enfin, a été retenu le principe que l'allocation devait avoir pour objectif de permettre au bénéficiaire de se loger dans des conditions satisfaisantes, ce qui a conduit à en subordonner le versement à des conditions de peuplement, d'hygiène et de salubrité.

L'observation de toutes ces règles de bon sens nécessite la production de diverses pièces justificatives : la déclaration du total des ressources entrées au foyer ; l'état des personnes vivant sous le toit de l'allocataire ; une quittance de loyer ou un acte afférent au remboursement de certains emprunts

contractés en vue d'accéder à la propriété ; diverses indications concernant les dimensions, la composition et la salubrité du local.

Il s'ensuit que le processus administratif ne peut pas être lui-même substantiellement modifié. Cela n'est certes pas une raison pour renoncer à faciliter le travail préparatoire demandé aux prestataires.

Je puis vous donner l'assurance que je veillerai, à l'occasion de la circulaire, que je prépare actuellement, sur l'humanisation des rapports entre les caisses d'allocations familiales et leurs ressortissants, à faire le maximum en ce qui concerne l'allocation de logement, pour que les allocataires n'aient pas trop à souffrir de l'inévitable complexité de la réglementation.

M. le président. La parole est à M. André Beauguitte.

M. André Beauguitte. Monsieur le ministre, je vous remercie des explications très pertinentes que vous avez bien voulu me donner.

Néanmoins, j'ajouterai que dans ma question je sollicite, d'une manière indirecte, la majoration sinon l'extension de l'allocation de logement à un plus grand nombre de bénéficiaires par le relèvement du plafond des ressources prévu.

Vous le savez, monsieur le ministre, trop de Français sont mal logés ou le sont d'une façon déplorable. Huit millions d'entre eux n'ont pas l'eau à l'évier et six cent mille foyers doivent cohabiter. C'est à eux qu'il faut réserver une fraction plus importante des logements neufs. Il conviendrait de leur en attribuer 70 p. 100 contre 40 p. 100 aujourd'hui.

Les programmes d'H. L. M. ne peuvent répondre à de tels besoins. Il importe donc de s'orienter vers un autre type de logements que les logements sociaux, c'est-à-dire vers des constructions d'un coût supérieur.

Le Gouvernement développe actuellement le thème du relais du financement public par l'épargne privée. C'est très bien, mais encore faut-il que l'épargne privée trouve dans le prix de location des appartements un revenu acceptable, donc un loyer suffisant. Cette thèse implique la majoration de l'allocation de logement.

Le véritable problème est celui-ci : quel revenu peuvent consacrer à leur appartement les familles à loger ? De sa solution seule peut naître une conception réaliste de l'habitat. Monsieur le ministre, vous pouvez faire beaucoup dans ce domaine. Vous pouvez compenser par une allocation équilibrée l'insuffisance des logements en France. Tel est l'appel que je me permets de vous adresser. (*Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants.*)

M. le président. La séance réservée par priorité aux questions orales est levée.

— 3 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Aujourd'hui, à seize heures quinze minutes, troisième séance publique :

Discussion, après déclaration d'urgence, soit sur rapport de la commission mixte paritaire, soit en deuxième lecture du projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social ;

Discussion en troisième et dernière lecture du projet de loi de finances pour 1966.

La séance est levée.

(La séance est levée à seize heures quinze minutes.)

Le Chef du service de la sténographie
de l'Assemblée nationale,
RENÉ MASSON.